

« Budget ? Pour l'école, c'est du vent »

ENSEIGNEMENT Françoise Bertieaux veut de l'argent, pas juste des déclarations

- La cheffe de groupe MR à la Fédération Wallonie-Bruxelles se dit choquée par le peu de considérations budgétaires pour l'enseignement.
- Le gouvernement francophone serait spécialiste des annonces non budgétées.

ENTRETIEN

Désargentée, la Communauté française ? Françoise Bertieaux, chef de groupe MR au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, s'étrangle à la lecture du budget 2017. Brandissant le flambeau de l'opposition, elle dénonce « l'incapacité du gouvernement à mobiliser de l'argent pour l'enseignement ».

La Communauté française est le parent pauvre des institutions. Vous ne semblez pas confirmer ?

On la dit désargentée ? Allons ! Moi, j'analyse des chiffres de base : pour 2017, en raison d'une clef de financement plus favorable, elle bénéficiera de 331 millions d'euros de recettes supplémentaires. Sur un budget de 9,9 milliards, c'est énorme... mais ça ne suffit pas puisque le gouvernement parvient tout de même à dépenser 466 millions de plus que l'an dernier.

Il y a les impératifs budgétaires...

L'impératif, aujourd'hui - ce sur quoi le gouvernement avait promis de mettre le paquet -, c'est l'enseignement, à commencer par le Pacte d'excellence. Or, il se

contente de dégager 21 millions d'euros alors même que d'aucuns ont budgété l'effort minimal à... 1,4 milliard. Je sais qu'une part des recettes supplémentaires passe dans l'indexation des salaires, le refinancement de l'enseignement supérieur ou la RTBF... N'empêche, 21 petits millions pour financer le Pacte, ce n'est pas beaucoup. De plus, je constate que cette ligne budgétaire n'est pas de la responsabilité de la ministre de l'Enseignement, Marie-Martine Schyns, mais bien de celle du ministre-président. Ce n'est pas fini : l'usage qui en sera fait varie en fonction de l'interlocuteur. Rudy Demotte parle de mettre en place un comité d'accompagnement alors que Marie-Martine Schyns assure que cet argent servira à fi-

nancer les priorités du Pacte.

Une question d'interprétation, sans doute...

Je constate une chose : il n'y a pas d'accord sur la question de l'enseignement dans le gouvernement. C'est un très mauvais signal pour les acteurs du Pacte qui ont bossé des centaines d'heures avec enthousiasme. Qui pilote le Pacte ? Qui va le mettre en œuvre ? On ne sait pas, cela ne donne pas confiance.

Pourtant, 21 millions, c'est mieux que le « budgétairement neutre » annoncé dès le départ ?

Ça ne pouvait pas être une opération neutre. On sait tous qu'il y a de l'argent à récupérer dans la baisse du redoublement mais, pour y parvenir, il faut investir dans des mesures à court terme avec l'espoir qu'elles rapportent à moyen terme. Il est en tout cas intéressant de voir que la ligne budgétaire pour le Pacte chez la mi-

nistre de l'Éducation est tout simplement une ligne fantôme. Et ce n'est pas le seul cas.

C'est-à-dire ?

L'autre budget de l'Enseignement, celui de Jean-Claude Marcourt, chargé du supérieur, montre les mêmes carences. Oui, on voit apparaître une partie du refinancement promis, mais il n'y a rien pour la réforme de la formation en kinésithérapie. Rien non plus sur l'allongement de la formation initiale des en-

seignants, alors que la réussite du Pacte d'excellence dépend d'une meilleure formation des maîtres. Rien de nouveau enfin dans le budget pour la réforme des bourses d'études alors que le surcoût est estimé à 7 millions. Pour nous, les choses sont claires : pour l'école, ce gouvernement nous vend du vent, ses gros dossiers ne sont pas traduits en lignes budgétaires. C'est choquant. ■

Propos recueillis par
ÉRIC BURGRAFF

ANALYSE

Croissance en berne

L'analyse de Françoise Bertieaux passe évidemment par le prisme filtrant du chef de l'opposition. Alors que la cheffe de groupe MR dénonce le peu de cas qui est fait à l'enseignement par le gouvernement de la Communauté française, ce dernier assurait lors de la présentation de son budget vouloir mettre le paquet pour « l'avenir des jeunes francophones ». Il mettait également noir sur blanc les contraintes dans lesquelles évolue son épure.

Il faut s'en souvenir pour mieux comprendre le regard sur les chiffres. Plus de recettes ? Oui, mais la hausse est moins importante que prévu en raison d'une croissance en berne et de décisions du fédéral impactant les entités fédérées. Et puis, il y aura probablement en août 2017 un saut d'index qui coûtera à lui seul 45 millions d'euros. Le tout sans compter l'augmentation de la population scolaire qui pèsera, rien qu'en dépenses d'encadrement et en création de places, près de 200 millions d'euros ! Le tout sans compter les mesures structurelles de réduction du déficit.

E.B